



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 31 octobre 2023
(OR. en)

14487/23
PV CONS 49
JAI 1346
COMIX 476

PROJET DE PROCÈS-VERBAL
CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE
(Justice et affaires intérieures)
19 et 20 octobre 2023

JEUDI 19 OCTOBRE 2023

AFFAIRES INTÉRIEURES

1. Adoption de l'ordre du jour

Le Conseil a adopté l'ordre du jour qui figure dans le document 13958/23.

2. Approbation des points "A"

Liste des activités non législatives

13959/23

Le Conseil a adopté tous les points "A" dont la liste figure dans le document indiqué ci-dessus, y compris tous les documents linguistiques COR et REV présentés pour adoption. Les déclarations relatives à ces points figurent dans l'addendum.

GOUVERNANCE POLITIQUE DE L'ESPACE SCHENGEN ("CONSEIL SCHENGEN")

Activités non législatives

3. État général de l'espace Schengen

a) Baromètre Schengen

13666/23

b) Lutter contre la criminalité transfrontière, en particulier le trafic de migrants

13901/23

Échange de vues

4. Mise en œuvre de l'interopérabilité

13707/23

Échange de vues

AUTRES QUESTIONS RELATIVES AUX AFFAIRES INTÉRIEURES

Délibérations législatives

(Délibération publique conformément à l'article 16, paragraphe 8, du traité sur l'Union européenne)

5. Règlement en vue de prévenir et de combattre les abus sexuels sur enfants



Rapport sur l'état des travaux

Le Conseil a pris note des informations communiquées par la présidence concernant le règlement établissant des règles visant à prévenir et à combattre les abus sexuels sur les enfants.

6. Pacte sur l'asile et la migration¹



Rapport sur l'état des travaux

Le Conseil a pris note des informations communiquées par la présidence sur les progrès accomplis dans les négociations interinstitutionnelles concernant les différents dossiers dans le cadre du pacte sur la migration et l'asile (règlement sur les procédures d'asile, règlement relatif à la gestion de l'asile et de la migration, règlement sur le filtrage, proposition modifiée de règlement Eurodac et de règlement visant à faire face aux situations de crise).

7. Décision modifiant la décision n° 1313/2013/UE relative au mécanisme de protection civile de l'Union



Rapport sur l'état des travaux

Le Conseil a pris note des informations communiquées par la présidence sur l'état d'avancement de la révision législative en cours du mécanisme de protection civile de l'Union. Le dossier progresse rapidement et devrait être finalisé avant la fin de l'année.

8. Divers

Propositions législatives en cours d'examen

13950/23

Informations communiquées par la présidence

Le Conseil a pris note des informations communiquées par la présidence sur l'état d'avancement de différentes propositions législatives dans le domaine des affaires intérieures.

Activités non législatives

9. Asile et migration: dimension externe¹²

13996/23

Échange de vues

10. Les implications de la situation au Proche-Orient pour la sécurité intérieure de l'Union^{1 3}

Échange de vues

¹ À titre exceptionnel, en présence des pays associés à l'espace Schengen.

² Les agences de l'UE Frontex, Europol et AUEA ont été invitées pour ce point.

- | | | |
|-----|---|----------------------|
| 11. | Prévenir la radicalisation en ligne des mineurs: état des lieux et prochaines étapes ³
<i>Échange de vues</i> | 13718/23 |
| 12. | Divers | |
| a) | Forum ministériel UE-Balkans occidentaux sur la justice et les affaires intérieures (Skopje, 26 et 27 octobre 2023)
<i>Informations communiquées par la présidence</i> | 11958/23 |
| b) | Rupture du Balticconnector et endommagement d'un câble de télécommunication
<i>Informations communiquées par l'Estonie et la Finlande</i> | 14281/23
14225/23 |
| c) | Conférence internationale des donateurs sur le déminage humanitaire en Ukraine (Zagreb, 11 et 12 octobre 2023)
<i>Informations communiquées par la Croatie</i> | |

VENDREDI 20 OCTOBRE 2023

JUSTICE

Délibérations législatives

(Délibération publique conformément à l'article 16, paragraphe 8, du traité sur l'Union européenne)

- | | | |
|-----|---|--|
| 13. | Directive harmonisant certains aspects du droit de l'insolvabilité
<i>Débat d'orientation</i> |  13600/23 |
|-----|---|--|

Le Conseil a tenu un débat d'orientation sur la proposition de directive harmonisant certains aspects du droit de l'insolvabilité.

- | | | |
|-----|---|----------|
| 14. | Divers
Propositions législatives en cours d'examen
<i>Informations communiquées par la présidence</i> | 13950/23 |
|-----|---|----------|

Le Conseil a pris note des informations communiquées par la présidence sur l'état d'avancement de différentes propositions législatives dans le domaine de la justice.

Activités non législatives

- | | | |
|-----|--|----------|
| 15. | Guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine: lutte contre l'impunité ⁴
<i>État des lieux</i> | 13632/23 |
|-----|--|----------|

³ L'agence de l'UE Europol a été invitée pour ce point.

⁴ L'agence de l'UE Eurojust a été invitée pour ce point.

16.	Coopération judiciaire avec l'Amérique latine pour lutter contre la criminalité organisée ⁵ : a) Sommet UE-CELAC (Bruxelles, 17 et 18 juillet 2023): suivi b) Programme Europe-Amérique latine d'assistance contre la criminalité transnationale organisée (futur projet "EL PAcCTO 2.0") <i>État des lieux</i>	13680/23
17.	Efforts visant à améliorer l'efficacité et la qualité des systèmes judiciaires <i>Échange de vues</i>	13684/23
18.	Conclusions sur l'autonomisation numérique et les droits fondamentaux <i>Approbation</i> <i>Échange de vues</i> ⁶	13399/23 + COR 1 + ADD 1
19.	Divers	
a)	Adhésion de l'UE à la convention d'Istanbul <i>Informations communiquées par la présidence et par la Commission</i>	13773/23
b)	Négociations entre l'UE et les États-Unis sur un accord sur les preuves électroniques <i>Informations communiquées par la Commission</i>	11958/23
c)	Forum ministériel UE-Balkans occidentaux sur la justice et les affaires intérieures (Skopje, 26 et 27 octobre 2023) <i>Informations communiquées par la présidence</i>	14114/23
d)	Communication sur la feuille de route de l'UE pour lutter contre le trafic de drogue et la criminalité organisée <i>Informations communiquées par la Commission</i>	



Première lecture



Sur la base d'une proposition de la Commission

⁵ Le représentant du projet "EL PAcCTO 2.0" a été invité à participer à ce point.

⁶ Le directeur de l'Agence des droits fondamentaux a été invité pour ce point.